

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 12 MARS 2018
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE DÉPLACEMENTS À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2018
(Ain)

NOR : ASET1850608M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

SCOP BTP Rhône-Alpes,

D'une part, et

URCB CFDT ;

BTP FO Rhône-Alpes ;

UFIC-UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord a pour but de fixer, à compter du 1^{er} avril 2018, le montant minimum des indemnités de déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises de bâtiment du département de l'Ain.

Article 2

En application du chapitre I^{er} du titre VIII des conventions collectives du bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991, concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} avril 2018 pour le département de l'Ain.

Toutefois, les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées aux articles 4, 5 et 6 entreront en application, à compter du 1^{er} avril 2018, sous réserve d'aboutir à un accord susceptible d'extension. À défaut de remplir cette condition, les valeurs de ces indemnités resteront celles en vigueur au 1^{er} avril 2017.

Article 3

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone « de 0 à 10 km » est divisée en deux dans le département de l'Ain :

- zone I a : de 0 à 4 km ;
- zone I b : de 4 à 10 km.

Article 4

L'indemnité de repas, qui a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier, est fixée à :

- 9,92 € à compter du 1^{er} avril 2018,
- quelle que soit la zone dans laquelle se situe le chantier.

Cette indemnité n'est toutefois pas due dans les cas prévus par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus.

Article 5

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage aller et retour du point de départ des petits déplacements au milieu de la zone concentrique dans laquelle se situe le chantier, est fixé de la façon suivante à compter du 1^{er} avril 2018 :

Zone I a	de 0 à 4 km	0,74 €
Zone I b	de 4 à 10 km	2,55 €
Zone II	de 10 à 20 km	5,37 €
Zone III	de 20 à 30 km	8,99 €
Zone IV	de 30 à 40 km	12,63 €
Zone V	de 40 à 50 km	16,24 €

Article 6

L'indemnité de trajet, indemnisant la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir, évaluée en fonction de la distance entre le point de départ des petits déplacements et la circonférence supérieure de la zone où se situe le chantier, est fixée de la façon suivante à compter du 1^{er} avril 2018 :

Zone I a	de 0 à 4 km	0,50 €
Zone I b	de 4 à 10 km	1,20 €
Zone II	de 10 à 20 km	2,39 €
Zone III	de 20 à 30 km	3,61 €
Zone IV	de 30 à 40 km	4,77 €
Zone V	de 40 à 50 km	6,14 €

Article 7

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain – dont la liste figure en annexe au présent accord – classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

Article 8

Les autres conditions d'application sont strictement celles définies par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus.

INDEMNITÉ DE GRAND DÉPLACEMENT

Article 9

Il est convenu de se référer aux dispositions de l'article VIII-22 du chapitre II, du titre VIII des conventions collectives référencées à l'article 2 ci-dessus, à savoir :

« L'indemnité de grand déplacement correspond aux dépenses journalières normales qu'engage le déplacé en sus des dépenses habituelles qu'il engagerait s'il n'était pas déplacé. Le montant de ces dépenses journalières, qui comprennent :

- a) Le coût d'un second logement pour l'intéressé ;
 - b) Les dépenses supplémentaires de nourriture, qu'il vive à l'hôtel, chez des particuliers ou dans tout autre type de logement proposé par l'employeur ;
 - c) Les autres dépenses supplémentaires qu'entraîne pour lui l'éloignement de son foyer,
- est remboursé par une allocation forfaitaire égale aux coûts normaux du logement et de la nourriture (petit déjeuner, déjeuner, dîner) qu'il supporte.

Dans le cas où le déplacé, prévenu préalablement que son hébergement sera organisé par l'entreprise, déciderait de se loger ou de se nourrir (ou de se loger et de se nourrir) en dehors de celui-ci, une indemnité égale à celle versée aux ouvriers utilisant les moyens d'hébergement mis à leur disposition lui sera attribuée. »

Article 10

La prochaine réunion de la commission paritaire départementale aura lieu en février 2019.

Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 12 mars 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne

(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)

130 communes

ABERGEMENT DE VAREY	COLLONGES
AMBLÉON	CONAND
ANGLEFORT	CONDAMINE LA DOYE
APREMONT	CONTREVOZ
ARANC	CONZIEU
ARANDAS	CORBONOD
ARBENT	CORCELLES
ARGIS	CORLIER
ARMIX	CORMARANCHE-EN-BUGEY
	CROZET
BELLEGARDE-SUR-VALSERINE	
BILLIAT	DIVONNE-LES-BAINS (section DIVONNE)
BELLEYDOUX	DORTAN
BELLIGNAT	
BELMONT-LUTHÉZIEU	ÉCHALLON
BÉNONCES	ÉCHENEVEY
BOLOZON	ÉVOSGES
BOYEUX ST JÉRÔME	
BRÉNAZ	FARGES
BRÉNOD	
BRION	GÉOVREISSET
BURBANCHE (LA)	GÉOVREISSIAT
	GEX
CEIGNES	GIRON
CERDON	GRAND ABERGEMENT (LE)
CHALEY	GROISSIAT
CHALLES-LA-MONTAGNE	
CHAMPAGNE-EN-VALROMEY	HAUTEVILLE-LOMPNES
CHAMPDOR	HOSTIAZ
CHAMPFROMIER	HOTONNES
CHANAY	
CHARIX	INJOUX - GENISSIAT
CHÂTILLON-EN-MICHAILLE	INNIMOND
CHAVORNAY	IZENAVE
CHEIGNIEU-LA-BALME	IZERNORE
CONFORT	IZIEU
CHEVILLARD	
CHEZERY FORENS	
CLEYZIEU	

LABALME
LALLEYRIAT
LANCRANS
LANTENAY
LÉAZ
LÉLEX
LEYSSARD
LHÔPITAL
LOCHIEU
LOMPNAZ
LOMPNIEU

MAILLAT
MARCHAMP
MARTIGNAT
MATAFELON-GRANGES
MÉRIGNAT
MIJOUX
MONTANGES
MONTRÉAL

NANTUA
NEYROLLES (LES)
NIVOLLET-MONTGRIFFON
NURIEUX - VOLOGNAT

ONCIEU
ORDONNAZ
OUTRIAZ
OYONNAX

PÉRON
PETIT ABERGEMENT (LE)
PEYRIAT
PLAGNES
POIZAT (LE)
PORT
PRÉMEYZEL
PRÉMILLIEU

ROSSILLON
RUFFIEU

SAINT-ALBAN
SAINT-BOIS
SAINT-GERMAIN-DE-JOUX
SAINT-GERMAIN-LES-PAROISSES
SAINT-JEAN-DE-GONVILLE
SAINT-MARTIN-DU-FRÊNE
SAINT-RAMBERT-EN-BUGEY
SAMOGNAT
SEILLONNAZ
SERGY
SERRIÈRES-SUR-AIN
SONGIEU
SONTHONNAX - LA-MONTAGNE
SOUCLIN
SURJOUX
SUTRIEU

TENAY
THÉZILLIEU
THOIRY
TORCIEU

VESANCY
VIEU
VIEU-D'IZENAVE
VILLES
VIRIEU-LE-GRAND
VIRIEU-LE-PETIT